



HAL
open science

Le régime de Cuba, toujours autoritaire mais de plus en plus fragile

Jean-Pierre Massias

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Massias. Le régime de Cuba, toujours autoritaire mais de plus en plus fragile. 2021, pp.7-9. hal-04122670

HAL Id: hal-04122670

<https://univ-pau.hal.science/hal-04122670>

Submitted on 8 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le mois de novembre a été marqué à Cuba par une crise politique dont les significations doivent être soulignées.

A l'appel d'un certain nombre d'opposants au régime cubain et notamment l'association *Archipelago* et de sa page Facebook, une manifestation de protestation contre les violations des Droits humains commises par le gouvernement ainsi que pour la libération des prisonniers politiques a été organisée puis finalement interdite par les autorités.

A la suite de cette interdiction, le représentant de l'opposition Yunior Garcia a annoncé son intention de manifester seul pour aller symboliquement déposer une fleur devant la statue de Marti et a demandé aux cubains de sortir « individuellement » de chez eux pour arborer – en signe de protestation – une tenue blanche. L'échec de cette seconde forme d'organisation (en raison notamment d'une présence policière l'empêchant de sortir de son domicile), a poussé son instigateur Yunior Garcia à quitter Cuba pour se réfugier en compagnie de sa famille en Espagne où il est arrivé le 17 novembre.

Cet écrivain est considéré depuis le 27 novembre 2020 – date à laquelle il a pris la tête d'un groupe d'intellectuels opposants au régime - comme l'un des symboles de l'opposition démocratique au régime marxiste. A son arrivée en Espagne il a reconnu son échec et – tout en réaffirmant sa volonté de poursuivre son combat - souligné sa volonté de protéger sa famille. « *Je le sais bien, je le conçois, c'est un coup dur* » pour l'opposition cubaine. Il a toutefois dit qu'il parviendrait, de son côté, « à [se] pardonner de n'avoir pas eu le courage » d'être resté, et a « demandé pardon d'être humain, de penser à [sa] femme et à [sa] vie, et de [s]'être échappé » pour éviter de devenir « un mort-vivant, car c'est ce qui [l]'attendait à Cuba ». (<https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/18/l-opposant-cubain-yunior-garcia-aguilera-arrive-en-espagne-admet-un-coup-dur-pour-la-dissidence-6102591-3210.html>) .

Cette situation est d'autant plus complexe qu'à côtés des manifestations de l'opposition « démocratique » le gouvernement cubain est aussi confronté à d'autres mouvements revendicatifs qui bien que « globalement » favorable au régime soulignent l'état d'insatisfaction d'une partie de la population et qui mettent en évidence la difficulté des institutions à pouvoir contrôler la situation. Dans cette perspective, s'est également tenue en novembre une manifestation dite des « foulards rouges » Créée à la suite des événements de juillet 2021, cette organisation a organisé un rassemblement devant la statue de Marti du 12 au 14 novembre. Bien que favorable au régime, cette manifestation regroupait des organisations de la société civile (LGBT, Centre Martin Luther King, des *Cimarronas*, de *La Tizza*, du *Proyecto Nuestra América*.) Lors de ce rassemblement le discours prononcé par Luis Emilio Aybar, membre du *Proyecto Nuestra América* et de *La Tizza* a bien mis en évidence cette nouvelle complexité : pour lui « *Ceux parmi nous qui sommes des révolutionnaires, des communistes, des anti-impérialistes, nous sommes conscients de tout ce qui ne va pas, car nous faisons partie de la population et nous souffrons de ces maux, des maux qui peuvent être expliqués non seulement par le blocus, mais aussi par le fait qu'en de nombreuses occasions, nous ne faisons pas ce qu'il faut, et c'est ça que nous voulons combattre. (...) « Le problème, c'est que les choses ne peuvent pas appartenir à tout le monde si nous n'avons pas de pouvoir sur elles, le pouvoir de les changer. Le socialisme implique un peuple puissant, que les gens aient la capacité de transformer leur réalité, pas un peuple impuissant.* » (<https://www.marxiste.org/international/amerique-du-sud/cuba/2978-cuba-echec-des-manifestations-reactionnaires-alors-que-les-foulards-rouges-se-rassemblent-pour-defendre-la-revolution>)

Cette nouvelle crise qui s'inscrit dans la continuité des manifestations – plus importantes – du 11 juillet 2021 qui avaient mobilisées plusieurs milliers de cubains protestant contre le gouvernement au nom des libertés mais aussi de la chute du pouvoir d'achat et de la dégradation des conditions de

vie, souligne la fragilité gouvernement cubain et du système politique issu de la révolution de 1959 et la difficulté pour ses gouvernants de se maintenir au pouvoir.

La fragilité du régime cubain est d'abord géopolitique. Le régime cubain se trouve dans une situation d'isolement de plus en plus marqué. La disparition de l'URSS et de l'ensemble des Etats socialistes d'une part et la fin de l'aide apportée par le Venezuela d'Hugo Chavez place le gouvernement cubain dans une situation délicate face à la politique hostile et déstabilisatrice des Etats Unis. Le soutien apporté explicitement par les gouvernements américains à l'opposition cubaine et le rôle joué par les USA dans les tentatives de déstabilisations du régime – comme dans d'autres Etats d'Amérique du sud - ne font que renforcer un sentiment de fragilité. L'interdiction des manifestations de novembre a été justifié par les autorités au nom des « *liens avec des organisations ou agences subversives associées au gouvernement américain, ont l'intention manifeste de promouvoir un changement du système politique de Cuba* ». (<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/161121/comment-democratiser-cuba-par-sam-farber>)

Cette fragilité est , ensuite , bien sur politique. Le régime cubain est confronté à une difficulté classique des Etats autoritaires. Avec la disparition des dirigeants « historiques » symbolisant la mythique révolutionnaire (Fidel Castro mais aussi son frère Raoul) c'est désormais une nouvelle génération de dirigeants qui exerce le pouvoir sans pouvoir se prévaloir de cette représentation et face à une population qui n'a jamais connu d'autre régime que les institutions marxistes léninistes. « Des gens comme Miguel Díaz-Canel, le nouveau président de la République et premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, et Manuel Marrero Cruz, le premier ministre, appartiennent à la deuxième génération bureaucratique du système, dont le prestige et la légitimité politiques ne peuvent se comparer avec ceux des dirigeants historiques. Ce n'est pas une vaine spéculation de se demander combien de manifestants du 11 juillet auraient insulté Raúl Castro et encore moins Fidel Castro avec l'épithète singao (*enculé*) qu'ils ont crié sur le président Díaz-Canel. » (<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/161121/comment-democratiser-cuba-par-sam-farber>). Le régime doit donc « réinventer » une nouvelle capacité mobilisatrice ce qui reste extrêmement difficile dans un environnement économique et géopolitique défavorable.

Face à ce défi, la réplique du régime cubain a été d'adopter une nouvelle constitution, à l'issue d'un processus de mobilisation et de consultation pour mettre en place des institutions plus favorable à l'exercice des libertés. Ce nouveau texte reste toutefois porteur d'ambiguïté. En effet, même s'il consacre des nouveaux droits et une référence à la possibilité pour les citoyens cubains de se prévaloir de libertés constitutionnelles ainsi qu'une nouvelle conception de la propriété, il reste fondamentalement marqué par le maintien du régime (consacré par le rôle dirigeant du parti communiste). Il est donc tout à la fois un instrument permettant à l'opposition de pouvoir « légalement » revendiquer des droits et un obstacle aux implications de ces droits en matière de fonctionnement du régime. Cette ambiguïté entre la libéralisation « concédée » et la démocratisation « interdite » risque de se révéler à l'avenir un instrument difficile à manipuler par les autorités de la Havane.